

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/32

9 décembre 1996

(96-5196)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

Déclaration de M. Donald J. Johnston
Secrétaire général
(en qualité d'observateur)

A l'heure où elle va entrer dans l'histoire, la fin du XXe siècle va, comme d'autres périodes de l'histoire, être caractérisée par un mot ou une expression qui évoquera à son tour une foule d'images, de leçons et de souvenirs légués par l'histoire. Le Moyen-Age obscurantiste, la Renaissance et la révolution industrielle en sont des exemples. Je me hasarderai à prédire que la période actuelle sera caractérisée comme l'aube de "l'ère de la mondialisation" avec tout ce que cela implique.

La technologie a été le pivot de la mondialisation. Ce sont les technologies du transport et des communications qui ont pris la tête du mouvement. Les gouvernements se débattent pour rattraper le monde du commerce international qui a su profiter de ces technologies dans de si nombreux domaines et sous tant de formes nouvelles et novatrices.

Nous voici donc à l'aube de l'ère de la mondialisation et nous devons faire en sorte que, lorsque les historiens en rendront compte, ils puissent raconter une belle histoire. L'histoire raconterait comment les dirigeants du monde ont su saisir les occasions sans précédent qui s'offraient non seulement au monde développé mais à la communauté mondiale, comment la liberté des échanges et les investissements multilatéraux ont pu déclencher l'éradication accélérée de la pauvreté, de la misère et de la maladie dans une grande partie du monde en développement, comment la prospérité du monde développé a pu être maintenue grâce à l'évolution du marché mondial et comment, par contrecoup, la croissance économique a pu s'implanter solidement dans le monde en développement grâce au transfert des capitaux, de la technologie et du savoir-faire combiné à l'accès sans entraves de leurs biens et services aux marchés du monde développé, et comment le fossé qui s'élargissait entre riches et pauvres de la communauté mondiale a cessé de s'élargir puis a commencé à se rétrécir.

Quelle histoire merveilleuse cela pourrait être ... et vous tous, ici réunis à Singapour, pouvez faire en sorte qu'elle soit écrite. Quant à nous, à l'OCDE, nous voulons y contribuer par tous les moyens à notre disposition. Je pense qu'il y a de nombreuses manières pour l'OCDE de jouer un rôle, mais je me bornerai à en souligner quelques-unes.

La plupart d'entre vous, je suppose, êtes probablement au courant des activités menées par le Secrétariat de l'OCDE avant que je devienne Secrétaire général, activités qui ont contribué de manière significative à l'heureuse conclusion du Cycle d'Uruguay. Je rappellerai plus particulièrement les travaux réalisés sur les subventions agricoles, les célèbres ESP (équivalent subvention à la production) et ESC (équivalent subvention à la consommation). L'OCDE a ceci de remarquable, et peut-être d'unique, qu'elle peut s'attaquer à des questions interdisciplinaires complexes d'un point de vue objectif et par conséquent crédible. Disposant des compétences d'experts extrêmement qualifiés qui viennent de tous les horizons de son univers, l'OCDE n'est aux ordres de personne. Elle en a maintes fois apporté

la preuve, qu'il s'agisse de travailler sur le commerce, l'environnement, les problèmes liés à la création d'emplois, la distribution appropriée des recettes fiscales grâce à des directives sur la détermination des prix de transfert ou d'étudier des questions compliquées et très controversées telles que les liens éventuels entre pratiques commerciales équitables et normes d'emploi. Ceux qui pensent que le travail d'analyse mené par le Secrétariat est contrôlé ou manipulé par un petit groupe de pays riches se trompent purement et simplement. D'ailleurs le crédit dont bénéficient les analyses et les études du Secrétariat parle de lui-même!

Je vous donne l'assurance, comme je l'ai donnée au Directeur général, Renato Ruggiero, que cette grande réserve de compétences est à la disposition de l'OMC pour l'aider à faire avancer son programme dans le domaine du commerce et de l'investissement. On cite fréquemment un certain nombre de questions qui sont considérées comme des questions qui se font jour ou qui sont nouvelles sur lesquelles l'OCDE travaille actuellement. Je veux parler du commerce et des normes d'emploi (que j'ai déjà mentionnées), du commerce et de l'environnement et du commerce et de la politique de la concurrence. La liste continuera à s'allonger parce que le système commercial, nous le savons, ne s'arrête pas aux frontières des pays ou des régions et il faudra de plus en plus s'occuper de l'interface entre les politiques intérieures et le commerce mondial.

La libéralisation des échanges ébranle les barrières douanières et les obstacles à la frontière qui protégeaient les économies et les fera s'écrouler aussi sûrement que les changements politiques ont fait s'écrouler le mur de Berlin.

La plupart des mécanismes de régulation du monde industriel ont évolué dans le contexte d'un marché intérieur. Les régimes de réglementation mis en place ne sont pas adaptés à un marché mondial, et font souvent obstacle à l'efficacité économique et à la compétitivité des producteurs de biens et de services. On peut citer comme exemple les coûts du transport intérieur des composants de produits finis destinés à l'exportation. Si les coûts en question sont déterminés par les monopoles de réglementation à l'échelle nationale, ils se traduisent directement par des prix plus élevés et moins compétitifs sur les marchés d'exportation.

Les pays doivent adapter rapidement leurs mécanismes de régulation interne à ce nouvel environnement, faute de quoi ils verront leur économie et leurs industries nationales marginalisées face à une forte concurrence internationale. Mais s'adapter est plus facile à dire qu'à faire.

Les réglementations créent des groupes d'intérêts. Dans bien des cas, ces groupes d'intérêts acquis s'appuient sur un important électorat politique, et les gouvernements des sociétés démocratiques sont sensibles au prochain verdict que rendront les urnes. La volonté politique de s'attaquer à la réglementation qui protège les intérêts acquis peut être renforcée par les organisations internationales, et en particulier par l'OCDE. D'ailleurs, avec le travail qu'elle a mené sur la réforme de la réglementation, l'OCDE contribue de manière décisive au programme international sur la liberté des échanges et l'investissement.

Un autre domaine qui va dans le sens du libre-échange et dont s'occupe beaucoup l'OCDE concerne l'aide à l'ajustement structurel rendu nécessaire dans les pays de l'OCDE par la mondialisation. Oui, la réforme de la réglementation, qui prend souvent la forme de la déréglementation et du libre-échange, réduit le nombre des emplois dans les secteurs peu productifs de l'économie tout en créant des emplois ailleurs. L'analyse qu'en fait l'OCDE montre qu'un marché aux structures ouvertes et un commerce libéralisé se soldent par un bilan nettement positif pour toutes les sociétés. Grâce à des politiques d'ajustement bien conçues, tout le monde devrait tirer profit de la libéralisation. C'est la seule manière de faire taire les voix des partisans du protectionnisme qui, en l'absence de telles politiques, pourraient détourner ou ralentir sérieusement le mouvement vers la liberté des échanges et l'investissement mondial.

L'OCDE est active à un autre titre, celui de précurseur qui contribue à faire avancer la cause du libre-échange en ouvrant des voies d'accès sur les questions nouvelles. Je pense ici à des domaines qui n'ont pas encore été examinés dans les négociations de l'OMC mais qui devraient un jour ou l'autre être débattus dans cette instance. La libéralisation du transport aérien en est un exemple. Cette importante question a fait l'objet d'une étude majeure réalisée par l'OCDE en coopération avec des gouvernements et le secteur privé, étude qui sera publiée dans quelques semaines. Il est à espérer que ce domaine entrera dans le champ d'activité de l'OMC le plus rapidement possible.

L'OCDE peut également faire état de résultats décisifs dans les efforts qu'elle a menés pour éliminer les subventions publiques aux crédits à l'exportation qui faussent les échanges.

Les malversations et la corruption, source de distorsion des échanges aussi bien que les subventions, est un autre domaine dans lequel l'OCDE est active.

Le commerce électronique se développe de manière accélérée, ce qui est un sujet de préoccupation majeure en raison de ses implications sur le commerce des biens et des services, des services surtout. Quelle sorte de régime réglementaire faudra-t-il mettre en place pour assurer la protection du consommateur, pour imposer les bénéfices, surveiller les données commerciales et suivre la trace de l'argent électronique? L'OCDE travaille beaucoup dans ce domaine, et cherche notamment à établir des directives en matière de cryptographie afin de ménager l'équilibre entre la protection de la vie privée et l'intérêt public. Là encore, il s'agit à mes yeux d'ouvrir des chemins d'accès et cette question devrait figurer dans le mandat confié à l'OMC touchant le commerce mondial.

En conclusion, je voudrais souligner que l'OCDE fera tout ce qui est en son pouvoir pour maintenir l'élan acquis par l'OMC dans les travaux sur la liberté du commerce mondial, programme qui sera, je l'espère, suivi d'un programme complémentaire relatif à l'investissement. Un travail considérable a déjà été engagé dans ce domaine à l'OCDE dans le cadre de la négociation d'un Accord multilatéral sur l'investissement.

Mais gardons-nous de faire naître des espoirs irréalistes ou de nous laisser décourager par des obstacles provisoires ... qui finiront par être surmontés parce qu'on découvrira, avec le temps, que l'économie de chacun des membres de la communauté mondiale pourra bénéficier des avantages de la liberté des échanges et de l'investissement à l'échelle mondiale. Il est essentiel de faire preuve de patience, de persévérance et de compréhension à l'égard de ceux qui choisiront d'évoluer à un rythme différent des autres. L'important est que la marche vers l'objectif final ne s'arrête pas. C'est à cette condition que l'histoire de l'ère de la mondialisation pourra bien se terminer; et vous y aurez tous contribué. C'est une entreprise redoutable mais c'est aussi, et encore davantage, une occasion que la génération actuelle des dirigeants des pays du monde doit savoir saisir à ce moment précis de l'histoire.

Au moment où je préparais ces notes, il m'est venu en mémoire quelques vers de Shakespeare d'où se dégage un sage conseil:

"Il y a une marée dans les affaires des hommes,
Elle porte au succès, prise à son flux,
Mais, celui-ci manqué, la vie, ce voyage
Echoue dans les misères et les sables."

Mesdames, Messieurs, en ce moment le libre-échange mondial est à marée haute.